



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations**

Environnement Biologique
30, rue de l'Hôtel de Ville
CS58434
79024 Niort

Niort, le 06/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAEC LA SICAUDIERE

La Sicaudière
79200 La Chapelle-Bertrand

Références : [2026-00490](#)
Code AIOT : 0003103572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement GAEC LA SICAUDIERE implanté La Sicaudière 79200 La Chapelle-Bertrand. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection réalisée à la demande du procureur suite à un contentieux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC LA SICAUDIERE
- La Sicaudière 79200 La Chapelle-Bertrand
- Code AIOT : 0003103572
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation d'élevage de vaches laitières connu au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous le régime de la déclaration pour 130 vaches.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification dénomination société	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Modifications fonctionnement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Aménagement des locaux et des aires de stockage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives doivent être mises en œuvre au niveau des équipements de stockage des effluents afin de protéger le milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification dénomination société

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.2
Thème(s) : Élevage, Changements statuts
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration
Constats : L'exploitant a informé du changement de nom de l'installation, la déclaration au titre des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) n'a pas encore été réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser la déclaration de changement de nom de l'exploitation par télédéclaration sur le site internet https://entreprendre.service-public.gouv.fr/
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Modifications fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.2
Thème(s) : Élevage, Télédéclaration
Prescription contrôlée :

<p>Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Réalisation d'une déclaration de modification par télédéclaration n° A-5-ZI36NRLC8 en date 29 juillet 2025. Cette déclaration mentionne une transformation de l'aire paillée du bâtiment vaches laitières en logettes et la construction d'une fosse à lisier pour le stockage de la partie liquide du lisier après séparation de phase. Cette déclaration s'accompagne d'une demande de permis de construire pour une fosse en béton de 3000 m³.</p> <p>A ce jour, les modifications n'ont pas été réalisées, les logettes ne sont pas installées dans le bâtiment vaches laitières, la fosse à lisier n'a pas été réalisée, le séparateur de phase n'a pas été mis en place.</p> <p>L'exploitant indique que les travaux restent programmés, mais qu'un retard est survenu en raison du décès de sa mère également membre du GAEC. Certaines formalités administratives (changement de statut de l'exploitation, succession) devaient être accomplies au préalable.</p> <p>Le permis de construire a été accordé le 3 octobre 2025 (PC 079071 25 00007).</p> <p>Le devis des travaux du 30 juin 2025 a été signé le 17 décembre 2025.</p> <p>La banque a donné un accord verbal sur le projet selon les dires de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant prévoit le démarrage des travaux au printemps. Ces travaux consisteront au terrassement préalable à la pose de la fosse à lisier, la pose de la fosse à lisier, la mise en œuvre des équipements d'évacuation (canalisations) des effluents liquides vers la nouvelle fosse, l'installation des logettes dans la stabulation vaches laitières et du séparateur de phase.</p> <p>L'installation de la fosse et des canalisations sera réalisée avant l'été 2026. La fin de tous les travaux est prévu pour le milieu d'année 2027.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser l'installation de la fosse dimensionnée au rejet du site et des canalisations d'écoulement de tous les effluents liquides vers cette fosse avant le 30 juin 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 3 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.5</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de déclaration de l'incident survenu entre le 27 octobre 2023 et le 16 décembre 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser la déclaration de l'incident survenu sur l'installation sur le site internet : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Aménagement des locaux et des aires de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.3
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous (...) les équipements d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est composée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un bâtiment vaches laitières et d'une stabulation pour les génisses de renouvellement conduits à la fois sur aire paillée et lisier ; - de deux bâtiments destinés aux veaux sur aire paillée. <p>Les équipements de stockage des effluents comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux préfosse à lisier enterrée localisée en bout des bâtiments vaches laitières et génisses de renouvellement destinées à récupérer les effluents liquides issus de ces bâtiments ainsi que les jus d'écoulement des fumières, - une fumière de stockage des effluents solides, murée sur 3 côtés, dans le prolongement du bâtiment vaches laitières fumière dont les jus s'écoulent dans la préfosse à lisier par l'intermédiaire de regards, - une fumière, murée sur 2 côtés en bout du bâtiment des génisses de renouvellement dont les jus s'écoulent dans la fosse à lisier par l'intermédiaire de regards, - une poche à lisier souple destinée à recevoir le lisier canalisé depuis la stabulation et le bâtiment vaches laitières. <p>Il n' a pas été observé d'écoulement de lisier dans le milieu naturel, ni de fumier entreposé en dehors des fumières. Toutefois, des traces d'écoulement de jus d'effluents ont été observées au niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des soubassements ainsi qu'à la jonction des murs préfabriqués de la fumière localisée en bout du bâtiment vaches laitières, révélant des défauts d'imperméabilisation ; - d'une partie de soubassement de la fumière de la stabulation des génisses de renouvellement. <p>Par ailleurs, des flaques de jus de couleur brunâtre à noirâtre ainsi que des zones de végétation noires étaient visibles autour de la fumière du bâtiment vaches laitières ainsi qu'en contrebas de celle-ci.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser une imperméabilisation au niveau des deux fumières afin qu'aucun jus ne s'écoule dans l'environnement avant le 30 juin 2026.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée :

Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. (...)

Constats :

La collecte des effluents liquides d'élevage est réalisée par des regards pour être stockés vers les préfosse et ensuite renvoyées par l'intermédiaire de canalisations vers la poche souple à lisier.

Deux grilles des regards d'écoulement des jus et du lisier du bâtiment vaches laitières avaient été été retirées car cassées, susceptible d'entraîner un risque de chute accidentelle.

La fumière située en bout du bâtiment vaches laitières étaient quasiment pleine, le fumier atteignant la proximité du caniveau de récupération des jus. L'exploitant a indiqué oralement avoir retiré du fumier qu'il a transporté vers un collègue exploitant avec lequel il dispose d'une convention d'épandage, et qu'un autre retrait est prévu au mois de mars. A l'issue des échanges avec l'exploitant, il est apparu que les aménagements prévus permettraient d'améliorer à la fois le stockage des effluents tant liquides que solides.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Réparer les grilles des regards d'écoulement situés au niveau de la fosse du bâtiment vaches laitières.

Gérer le stockage de la fumière localisée en bout du bâtiment vaches laitières selon les modalités définies dans votre plan d'épandage de façon à ce qu'aucun débordement n'intervienne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois